

ZOOM SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2016

LE RÉSULTAT DU CA

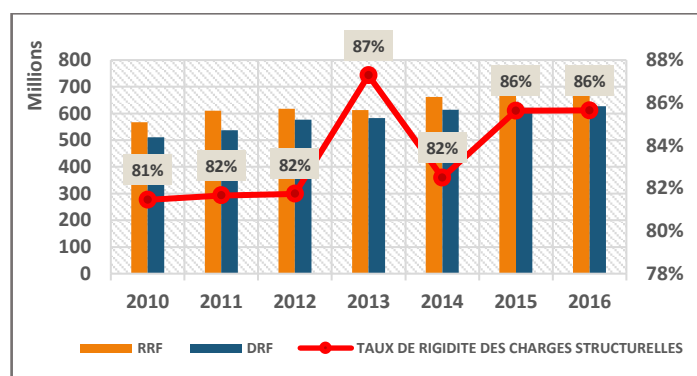
Le Compte administratif 2016 présente un **résultat** de 50,8 M€ contre 35,7 M€ en 2015.

Le **fonds de roulement** (qui représente le solde entre les résultats antérieurs reportés et l'exécution de l'exercice clôturé au Compte administratif) s'élève à 89,6 M€ à la fin 2016.

LE FONCTIONNEMENT

Les efforts consentis pour maîtriser les dépenses de fonctionnement se sont poursuivis en 2016. Elles progressent de 1% en 2016, après 6% en 2015. Les recettes de fonctionnement affichent une croissance comparable à l'année précédente (+1%), mais de plus grande ampleur (+8,3 M€, après +5,1 M€ en 2015). Ces évolutions ont permis une amélioration de l'épargne brute en 2016.

Évolution des recettes et des dépenses réelles de fonctionnement



DÉPENSES COURANTES DE FONCTIONNEMENT

(617,9 M€ EN 2016 CONTRE 613,8 M€ EN 2015)

DEPENSES D'INTERVENTION (415,4 M€ EN 2016)

Les dépenses d'action sociale et d'insertion progressent à rythme moins soutenu (+2% en 2016) que l'année précédente (après +6% en 2015).

Les **prestations versées au titre du RSA** (269,2 M€ en 2016) accusent la forte augmentation (+6%). Les autres allocations de solidarité s'élèvent à 41,7 M€ pour l'APA, 21,4 M€ versés pour les **personnes handicapées (ACTP/PCH)**, 3,3 M€ pour l'**enfance et la famille**.

Les autres dépenses d'intervention comprenant les **frais d'hébergement et de séjour** diminuent de 6% et atteignent 76,5 M€ (dont 9,6 M€ pour la **prévention spécialisée**) en 2016.

MOYENS DE SERVICES (137,0 M€ EN 2016)

Les **charges de personnel** (109,5 M€) correspondent aux dépenses liées au personnel départemental (89,8 M€) et aux assistantes familiales (19,7 M€).

Les **autres moyens des services** (30,1 M€) comprennent les charges externes (23,4 M€), les achats (2,1 M€) ainsi que les impôts et taxes (2,1 M€).

Ces dépenses demeurent stables sur la période (+1% en 2016, après +6% en 2015).

CONTINGENTS, PARTICIPATIONS ET SUBVENTIONS (62,7 M€ EN 2016)

En 2016, ces dépenses enregistrent un repli de 7% et s'élèvent à 62,7 M€.

Les dépenses liées aux **contingents (29,1 M€)** concernent la **participation SDIS** (22,6 M€), le **contingent fonctionnement des collèges** (5 M€) et les **contributions à divers fonds** (1,5 M€).

Les **participations (20,1 M€)** comprennent notamment les **contrats d'insertion** représentant 5,8 M€ en 2016. Les **autres participations** (14,2 M€) regroupent essentiellement les crédits affectés au personnel DDE transféré (5,4 M€), le service d'aide éducative en milieu ouvert (AEMO, 3,3 M€), et les travailleuses familiales (1,6 M€).

Les crédits alloués aux **subventions de fonctionnement** s'élèvent à 13,6 M€ en 2016.

AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

(11,9 M€ EN 2016 CONTRE 9,7 M€ EN 2015)

Les **charges financières** (4,6 M€) sont constituées de la charge d'intérêt de la dette (2,2 M€) et des indemnités de refinancement d'emprunts qui atteignent 2 M€ en 2016.

Les **charges exceptionnelles** atteignent 3,6 M€ dont 1,1 M€ pour la gestion de Beauport et pour l'échéance de remboursement APA à la CNSA.

RECETTES COURANTES DE FONCTIONNEMENT

(670 M€ EN 2016 CONTRE 657,5 M€ EN 2015)

RESSOURCES FISCALES (473,6 M€ EN 2016)

Fiscalité directe (140,3 M€)

Elle se compose du **produit de la taxe foncière** (93,1 M€), du **produit des impositions économiques** (CVAE, IFER, 24 M€), du versement du **FNGIR** (6,2 M€), des **frais de gestion**

de la **TFPB** (16 M€) et du **Fonds de péréquation de la CVAE** (1 M€).

Au total, la fiscalité directe (140,3 M€) représente 30% des recettes réelles de fonctionnement et progresse de 5% par rapport à 2015.

Fiscalité indirecte (333,3 M€)

Le dynamisme des **taxes indirectes** (333,3 M€ en 2016) s'explique par la croissance des droits de mutations, la taxe sur les conventions d'assurance et la taxe sur les tabacs

Ces taxes comprennent la **taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TIPCE, 182 M€)**, la **taxe sur les carburants (TSC, 29,2 M€)**, les **droits de mutation (20,1 M€)**, la **Taxe sur les conventions d'assurance (TSCA, 43,9 M€)**, la **Taxe sur les tabacs (27,2 M€)**, les **fonds de péréquation DMTO (22,8 M€)**, les **autres taxes indirectes (6,5 M€)**.

RESSOURCES INSTITUTIONNELLES (187,6 M€)

Les dotations en provenance de l'État (187,6 M€ en 2016) diminuent à nouveau (-1%, après -2% en 2015), en raison de la contribution au redressement des finances publiques.

Les ressources institutionnelles concernent :

La **Dotation globale de fonctionnement (DGF, 126,7 M€ en 2016)** qui se décompose de la dotation de compensation (70,6 M€), de la dotation forfaitaire (36 M€), de la dotation de fonctionnement minimale (DFM, 11,6 M€) et de la dotation de péréquation urbaine (DPU, 8,6 M€).

La **Dotation globale de décentralisation (DGD)** correspond au concours de l'État au titre des compétences transférées et se chiffre à 8,8 M€.

Les fonds versés par **Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA, 23,1 M€ en 2016)** comprennent l'Allocation personnalisée d'autonomie (18,6 M€), la Prestation de compensation du handicap (4,4 M€), et la dotation versée au titre de Maison départementale des personnes handicapées (MDPH, 0,1 M€).

Les dotations de **péréquation et de compensations fiscales** (28,9 M€ en 2016) englobent les allocations compensatrices (5,7 M€), le Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI, 8,6 M€), la dotation de compensation de la réforme de la TP (DCRTP, 8 M€), les autres participations (6,6 M€).

RESSOURCES D'EXPLOITATION (8,8 M€)

Ce poste regroupe les **produits des services du domaine et les autres produits d'activité** (recouvrement d'aide sociale, baux ruraux,...). Ces ressources s'élèvent à 8,8 M€ en 2016.

AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

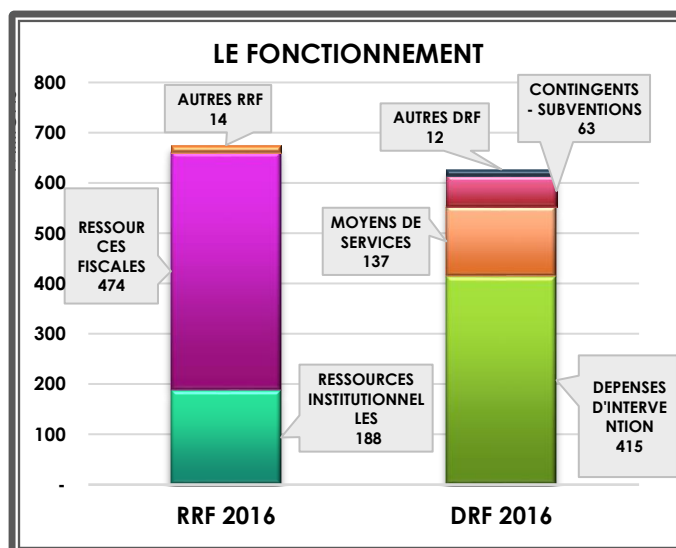
(5,4 M€ EN 2016 CONTRE 9,5 M€ EN 2015)

Les **autres recettes de fonctionnement** s'établissent à 5,4 M€ en 2016 contre 9,5 M€ en 2015.

Elles se répartissent ainsi :

Les **produits exceptionnels** s'élèvent à 3,1 M€ et les **produits financiers** représentent 0,06 M€.

Les **reprises sur provisions** s'élèvent à 2,3 M€ en 2016 (dont 2 M€ pour les prêts d'honneur).



L'AUTOFINANCEMENT

ÉPARGNE DE GESTION (52,1 M€)

L'**épargne de gestion** progresse de 8,4 M€ et atteint 52,1 M€ (après -23% en 2015 et +79% en 2014).

ÉPARGNE BRUTE (48,4 M€)

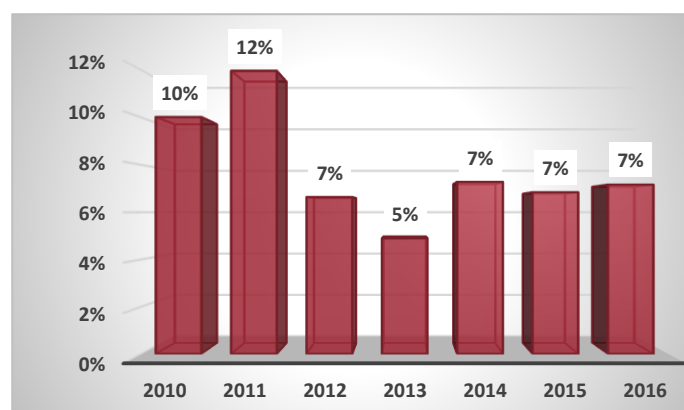
L'**épargne brute** (solde de la section de fonctionnement) enregistre un accroissement de 6% et s'élève à 48,4 M€. Toutefois, la Collectivité n'est parvenue qu'à dégager une marge de 7,2% (6,8% en 2015) sur son fonctionnement pour financer l'investissement.

ÉPARGNE NETTE (36,6 M€)

L'**épargne nette** augmente de 8% pour atteindre 36,6 M€ en 2016.

Le **coefficient d'autofinancement courant** est inférieur (95%) à 100% ce qui signifie que le Département parvient à dégager des ressources pour l'investissement.

Évolution du taux d'épargne



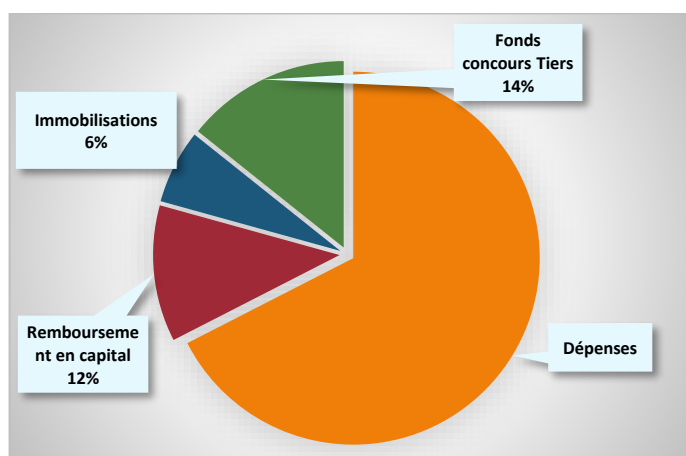
L'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement hors dette recule de 7% pour atteindre 88 M€ en 2016. Ces dépenses sont financées essentiellement par des ressources propres (67% par l'autofinancement et 30% par les recettes d'investissement. Le recours à l'endettement intervient à hauteur de 4%.

**UN EFFORT D'INVESTISSEMENT SATISFAISANT
(99,8 M€ EN 2016 CONTRE 106,8 M€ EN 2015)**

En 2016, les dépenses réelles d'investissement atteignent un volume de 99,8 M€. Le Département maintient son effort d'équipement par rapport à 2015.

Structure dépenses réelles d'investissement



DEPENSES D'EQUIPEMENT (67,3 M€)

L'effort d'équipement est destiné principalement à l'équipement des **collèges** (23,9 M€) et à l'**aménagement du territoire** (routes (16,2), ports (1,4 M€), aéroports (0,2 M€), équipements ruraux (13,1 M€)) pour un montant de 30,9 M€.

FONDS DE CONCOURS AUX TIERS (14,2 M€)

En 2016, les **aides apportées aux autres tiers** atteignent 6,5 M€ (aide à l'amélioration de l'habitat prioritaire, subvention d'équipement du SDIS) et celles dédiées **aux communes et structures intercommunales** se chiffrent à 7,7 M€.

Au total, les fonds de concours aux tiers s'élèvent à 14,2 M€ (contre 24,5 M€ en 2015) et reculent 10,2 M€ par rapport à l'année précédente.

IMMOBILISATIONS (6,4 M€)

Les **immobilisations financières** qui regroupent les prêts d'honneur, les titres de participation et autres prêts. Elles se chiffrent à 5,3 M€ en 2016.

Les **immobilisations incorporelles** (frais d'études et d'insertion, concessions licences et brevets) s'élèvent à 1,1 M€ en 2016.

REMBOURSEMENT EN CAPITAL DE LA DETTE

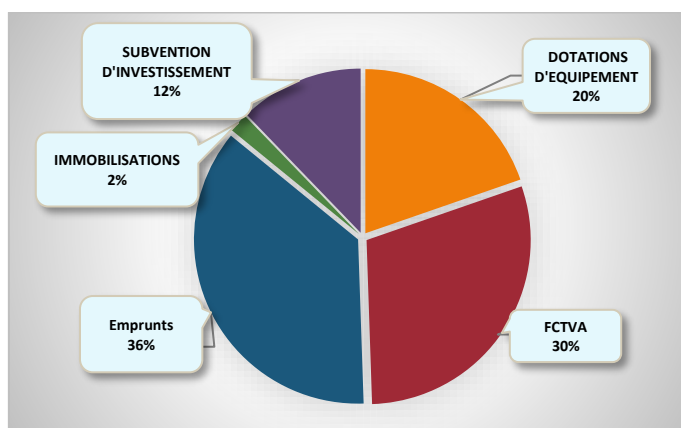
(11,8 M€)

Le montant consacré au **remboursement du capital de la dette** s'élève à 11,8 M€ en 2016. Il correspond à 12% des dépenses d'investissement.

**LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT
(41,2 M€ EN 2016 CONTRE 44,1 M€ EN 2015)**

Les recettes d'investissement s'élèvent en 2016 à 41,2 M€ soit une baisse de 7% par rapport à 2015 (44,1 M€). Cette évolution s'explique par le fléchissement de la dotation globale d'équipement (-89%) par le fait que le Département n'est plus éligible à la DGE majoration potentiel fiscal.

Structure recettes réelles d'investissement



RECETTES D'INVESTISSEMENT DIRECTES (41,2 M€)

Dotations d'équipement (11,5 M€)

Ce poste comprend la **dotation globale d'équipement** (0,4 M€) et la **dotation départementale d'équipement des collèges** (7,7 M€).

Fonds de compensation de la TVA (12,3 M€)

Le **fonds de compensation de la TVA** atteint un montant de 12,3 M€. Le fonds restitue la TVA acquittée sur les dépenses d'équipement réalisées deux ans auparavant et le taux de compensation forfaitaire est de 16,404%.

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT (5 M€)

Ces **subventions d'équipement** proviennent essentiellement des fonds européens (1,2 M€), de l'État (1,3 M€) et autres structures (2,6 M€).

EMPRUNTS (15 M€)

En 2016, le **montant contractualisé par le Département s'élève à environ 30 M€**, correspondant à deux contrats de prêt réalisés auprès de la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDC) pour une enveloppe de 14,4 M€ et l'Agence Française de Développement (AFD) pour 15 M€ mobilisé sur l'exercice 2016.

L'évolution des comptes administratifs de 2014 à 2016

ELEMENTS FINANCIERS	CA 2014	CA 2015	Var 15/14	CA 2016	Var 16/15
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	662,0	667,1	1%	675,4	1%
RESSOURCES FISCALES	447,2	459,5	3%	473,6	3%
CONTRIBUTIONS DIRECTES	105,2	110,8	5%	117,1	6%
FISCALITE REVERSEE	20,8	22,7	9%	23,1	2%
TAXES INDIRECTES	321,1	326,0	2%	333,3	2%
RESSOURCES INSTITUTIONNELLES	192,5	189,4	-2%	187,6	-1%
DOTATION DE FONCTIONNEMENT	144,6	140,1	-3%	135,5	-3%
DOTATIONS CNSA	18,9	20,3	8%	23,1	14%
PEREQUATION ET COMPENSATIONS FISCALES	22,7	22,4	-1%	22,3	-1%
AUTRES DOTATIONS	6,4	6,6	3%	6,6	1%
AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	22,3	18,1	-19%	14,3	-21%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	613,8	621,4	1%	627,0	1%
DEPENSES D'INTERVENTION	381,4	407,7	7%	415,4	2%
AIDES À LA PERSONNE	67,1	70,1	5%	69,6	-1%
FRAIS DE SEJOUR ET HEBERGEMENT	73,5	83,3	13%	76,5	-8%
INSERTION	240,8	254,3	6%	269,2	6%
MOYENS DE SERVICES	135,9	136,8	1%	137,0	0%
DEPENSES DE PERSONNEL	106,4	106,7	0%	109,5	3%
ACHATS ET CHARGES EXTERNES	27,6	26,9	-3%	25,5	-5%
IMPÔTS ET TAXES	1,9	3,2	66%	2,1	-34%
PARTICIPATIONS, CONTINGENTS, SUBVENTIONS	71,7	67,1	-6%	62,7	-7%
PARTICIPATIONS	25,2	23,4	-7%	20,1	-14%
CONTINGENTS	28,5	28,8	1%	29,1	1%
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	18,0	15,0	-17%	13,6	-10%
AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	24,7	9,7	-61%	11,9	23%
CHARGES FINANCIERES	2,9	3,1	5%	4,6	51%
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3,5	3,1	-11%	3,6	14%
CHARGES DIVERSES	18,3	3,5	-81%	3,7	6%
ÉPARGNE					
EPARGNE BRUTE	48,2	45,7	-5%	48,4	6%
Taux d'épargne	7%	7%	-6%	7%	5%
EPARGNE NETTE	37,1	33,9	-9%	36,6	8%
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT hors dette	45,4	29,1	-36%	26,2	-10%
DOTATIONS D'EQUIPEMENT	11,4	11,5	1%	8,1	-29%
FCTVA	13,9	12,2	-13%	12,3	1%
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	20,0	5,0	-75%	5,0	0%
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0,1	0,5	327%	0,8	63%
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT hors dette	95,0	95,0	0%	88,0	-7%
DEPENSES D'EQUIPEMENT	77,5	68,0	-12%	67,3	-1%
FONDS DE CONCOURS AUX TIERS	14,8	24,5	66%	14,3	-42%
IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET INCORPORELLES	3,0	2,6	-14%	6,4	150%
ENDETTEMENT					
EMPRUNT	20,0	15,0	-25%	15,0	0%
REMBOURSEMENT EN CAPITAL	11,1	11,8	6%	11,8	0%
FLUX NET DE DETTE	8,9	3,2	-64%	3,2	-1%
ENCOURS AU 31/12	107,5	110,8	3%	114,4	3%
DETTE/HABITANT	266	275		285	
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	2,2	2,4		2,4	
TAUX D'ENDETTEMENT	16%	17%		17%	
FISCALITE					
Taux voté de la TFPB	25,27%	25,27%		25,27%	
Taux moyen des départements	15,20%	15,32%		15,44%	
BASES IMPOSITIONS REELLES	340,8	353,9	4%	365,9	3%
TRESORERIE					
FDR AU 31/12	116,9	99,9	-15%	89,6	-10%
En nombre de jours de dépenses	59	50	-15%	45	-10%
RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF					
RESULTAT du CA	43,9	35,7	-19%	50,8	43%